

## **Séance publique du jeudi 20 octobre 2016**

**Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

### **Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## **Délégation de Service Public Délibération de principe Stationnement payant sur voirie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La mise en œuvre prochaine de la réforme du stationnement sur voirie dans le cadre de la décentralisation et dépenalisation, issue de la loi MAPTAM, va impliquer de nombreux changements. Cette évolution réglementaire devra être mise en œuvre à la date butoir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'objectif général de cette réforme vise à donner d'avantage de compétences aux collectivités pour mettre en œuvre un véritable service public du stationnement dans le cadre de la politique de mobilité.

Cette réforme génèrera les modifications suivantes :

- La disparition de l'amende pénale d'un montant de 17 euros au profit de redevances dont les montants seront fixés par le Conseil Municipal,  
Le stationnement payant va devenir ainsi une redevance d'occupation du domaine public.
- La définition d'une nouvelle grille tarifaire à partir d'un zonage, dont les produits seront versés à la commune ayant délibéré,
- La définition et la gestion d'un Forfait Post Stationnement, dont les produits seront reversés à la Métropole, responsable des mobilités,
- La modernisation des matériels existants : la réforme des horodateurs et les évolutions prochaines des technologies liées au contrôle,
- La mise en œuvre d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire, (RAPO) pour les usagers,
- L'installation d'une nouvelle juridiction administrative pour les recours des usagers dont le siège sera situé à Limoges.

Ainsi, cette réforme conduit la ville à prévoir une nouvelle organisation qui intégrera toutes ces modifications à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dans cette perspective, la collectivité doit se préparer à mettre en œuvre les nouvelles modalités de gestion et de contrôle du stationnement.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage engagée en janvier 2016 a identifié plusieurs scénarios en matière de gestion allant de la régie à l'externalisation.

Compte tenu des attentes et des contraintes de la Ville de Montpellier, le choix d'un contrat de Délégation de Service Public est apparu le plus adapté en raison des motivations suivantes :

- Des investissements très importants à réaliser dès la mise en œuvre de la réforme ;
- Le transfert progressif des missions prises en charge à ce jour par les services de l'Etat auprès des exploitants (collectivités et ou entreprises missionnées) ;
- Des incertitudes sur les recettes à venir et le comportement des usagers de la voirie ;
- La possibilité de proposer aux agents en place de continuer à exercer leurs missions sous la responsabilité du délégataire.

Conformément aux modalités prévues par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient dès à présent d'engager la procédure pour la désignation, d'un délégataire, dans le cadre d'un contrat de Délégation de ce Service Public, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le Conseil Municipal aux termes de la loi, doit se prononcer sur le principe de cette délégation définie ci-dessus dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Le stationnement payant sur voirie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sera confié pour une période de 7 ans à un délégataire qui en assumera la gestion pour la ville :

- Le délégataire assurera la gestion du service à ses risques et périls, sa rémunération devant être assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation ;
- Le délégataire sera responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers ;
- Le délégataire appliquera les orientations souhaitées par la collectivité, mais il sera responsable des opérations conduites.

Le principe d'une Délégation de Service Public et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire :**

- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définies aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation du délégataire pour le stationnement payant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21 octobre 2016**